

*Agence spatiale canadienne—Loi*

damer le pion aux Américains et au reste du monde dans la conquête de l'espace.

Je me rappelle aussi que les États-Unis ont dû, en catastrophe, améliorer l'enseignement et la recherche postsecondaires. Et même, comme d'habitude, à la suite du chef, on a considérablement augmenté l'investissement dans les universités et on a cherché à en faciliter l'accès. Cela, bien sûr, doit être porté essentiellement au crédit des gouvernements libéraux de l'époque. Si, au lieu de discuter de ce simple projet de loi, nous débattions de l'échec de la politique scientifique canadienne, le député d'Ottawa-Sud (M. Manley) serait forcé de reconnaître que l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le Canada est imputable, en partie du moins, aux années du règne libéral pendant lesquelles on ne s'est guère soucié de la science.

• (1240)

J'ai un exemple qui le démontre, monsieur le Président. Et je parle en connaissance de cause. J'étais alors à l'université et je m'efforçais de mener des travaux de recherche avec les maigres subventions versées et chaque année, nous nous interrogeons sur le montant des fonds que les conseils subventionnaires accorderaient aux universités pour leurs travaux de recherche. Chaque année, j'attendais jusqu'en février de connaître le budget. C'était en 1979. Ce n'est pas un esprit de parti irrationnel qui me dicte mes paroles. Je parle en chercheur scientifique préoccupé de recherche et de développement au Canada qui pointe du doigt les véritables responsables de la situation.

En 1979, les conservateurs ont remporté les élections et ont immédiatement créé un programme quinquennal de financement des conseils subventionnaires. Ce programme a été aboli par les libéraux dès qu'ils ont remporté les élections suivantes.

Lorsque le député parle de la nécessité de promouvoir la culture scientifique au Canada, qu'il soit bien clair que cette culture doit être répandue aussi bien au sein de notre institution que dans l'ensemble du pays. Nous devons tous nous dévouer pour la culture scientifique.

Je n'ai pas pris la parole pour créditer le gouvernement conservateur d'une influence révolutionnaire grâce à la promesse faite par le premier ministre, mentionnée aussi par le député d'Ottawa-Centre (M. Manly), de doubler en un an le pourcentage du PNB représenté par les

dépenses au titre de la recherche et du développement. Monsieur le Président, le député l'a dit, ce pourcentage n'a pas été doublé. Dans de nombreux secteurs, il est possible de constater que le gouvernement n'a pas été, et de loin, à la hauteur de son engagement en faveur de la recherche et du développement et de cela, le pays s'en ressent.

Nous ne parlons pas de politique scientifique en général. Vous reconnaîtriez vous-même, je le sais, que votre serviteur s'est levé souvent pour s'efforcer de convaincre le gouvernement et en fait les députés de tous les côtés de la Chambre que les propositions du député d'Ottawa-Sud doivent servir de point de départ à un véritable engagement en matière de recherche et de développement dans ce pays, car il ne faut laisser planer aucun doute à cet égard. Le manque d'indépendance économique de notre pays et sa faible capacité de concurrence à l'échelle mondiale sont dus au fait que nous nous occupons surtout de vendre nos ressources naturelles aux autres pays du monde qui créent des emplois en nous revendant des produits finis. C'est indubitable.

Il ne fait aucun doute non plus que l'on a beau parler de la nécessité d'enrayer le déficit, le gouvernement n'a pas à se servir de cette excuse pour justifier ses échecs. Même si le gouvernement dit qu'il ne faut pas hypothéquer l'avenir de la jeunesse, il dit en fait qu'il vaut mieux qu'elle n'ait pas d'avenir. Si nous ne renversons pas la vapeur, notre pays va se trouver dans un sacré pétrin. En dépit de tous les beaux raisonnements qui ont été tenus il n'y a pas eu de résultats. Le ministre vous en a donné des échantillons. Le gouvernement a beau nous dorer la pilule, il a beau nous faire de belles promesses, si nous ne faisons pas face à nos responsabilités en matière de recherche et de développement, dans tous les domaines, notre pays va avoir des problèmes.

Il y a des problèmes que le gouvernement n'a pas abordés. Il en a bien parlé, mais il n'est pas passé à l'action. Parlons aussi de la proportion de notre PNB consacrée à la recherche et au développement; c'est la plus faible de tous les pays industrialisés qui sont nos concurrents. Nous devons aussi, pour renverser la situation, reconnaître la cause du problème. Nous avons beaucoup entendu parler des dépenses excessives du gouvernement dans le domaine des sciences. En moyenne, les fonds publics que nous affectons à la recherche sont aussi élevés que n'importe où ailleurs. C'est l'industrie qui est